

## Faits saillants

- **L'instabilité dans le sud Irumu oblige les populations civiles à se déplacer.**
- **Lancement du RRMP5 : Le volet Education n'est pas pris en compte à cause des restrictions budgétaires.**
- **La Zone de santé de Yahuma manque de partenaire pour la prise en charge des cas de typhoïde.**

## Contexte général

- Les populations civiles du sud Irumu, dans le District de l'Ituri, sont toujours prises au piège de l'instabilité et de l'activisme des miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI). Ces derniers continuent à commettre des exactions graves contre les civils, notamment les pillages, les viols et les attaques indiscriminées contre les villageois. Selon des sources locales, entre le 16 et le 19 mai, environ 1 600 personnes déplacées, affectées par trois attaques de FRPI contre les villages de Maga et d'Arava, seraient arrivées dans les villages proches de Bukiringi (environ 85 km sud-ouest de Bunia). Par ailleurs, des informations font état de plus en plus des cas de torture et de tuerie ciblés à l'encontre des autorités coutumières, accusées par des miliciens de « collaborer » avec les FARDC.

## Mouvement de population

- Les populations des villages Blukwa (environ 78 km au nord de Bunia, Territoire de Djugu dans le District de l'Ituri) et Sekeseke ont fui leurs villages depuis le 22 mai pour se réfugier dans le village de Largu. Ce déplacement préventif dont on ne connaît pas encore l'effectif est consécutif à l'attaque à armes blanches par des membres de la communauté lendu. Par crainte d'éventuelles représailles des membres de la communauté hema, les habitants de trois localités de la chefferie de Walendu Pitsi, notamment Pili, D'zudda et Ladhedjo ont fui vers le groupement Laudjo de la même chefferie. Dans cette zone marquée par la faible présence des forces de sécurité, on rapporte une récurrence des problèmes fonciers qui dégénèrent souvent en conflits intercommunautaires. Ces conflits débouchent souvent sur des règlements de compte, des déplacements forcés de populations ainsi que des destructions des maisons et autres infrastructures sociales (écoles, structures sanitaires, marchés). Une forte implication de l'Etat dans le règlement de la question foncière et un soutien des bailleurs aux programmes de médiation des conflits fonciers pourraient aider à améliorer la protection des communautés affectées. Entre 1998 et 2003, les questions foncières avaient été à la base des affrontements intercommunautaires qui avaient causé la mort d'environ 50 000 personnes et un déplacement massif de population en Ituri.

## Réponses et besoins humanitaires

### Articles ménagers essentiels et Eau, hygiène et assainissement

- La Réponse rapide aux mouvements de population (RRMP5) pour 2014 vient d'être lancée à Bunia. Financé cette année à hauteur de 5,6 millions de dollars américains, géré par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Bureau de Coordination des affaires humanitaires (OCHA), le programme couvre la Province Orientale et le Nord-Kivu pour une durée de huit mois. 485 400 bénéficiaires directs répartis dans les deux provinces seront assistés en Articles ménagers essentiels (AME), ainsi qu'en Eau, hygiène et assainissement (EHA). Le secteur de l'Education n'est pas pris en considération dans le cadre du RRMP5. Comparativement au précédent programme (RRMP4) dont l'enveloppe s'élevait à 11,1 millions de dollars américains sur 15 mois pour 693 460 bénéficiaires, le RRMP 5 a connu des réductions notamment en termes du budget (-23 %), de la durée (passant de 15 à 8 mois) et des bénéficiaires (de 693 460 à 485 400). Ainsi, au regard de la diminution de ces ressources financières du RRMP et de nombreux besoins multisectoriels auxquels la Province est confrontée présentement, d'autres sources de financement sont indispensables pour faire face à la crise humanitaire en Province Orientale.

### Besoins non couverts/ alertes précoces

#### **Santé**

- L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a rapporté 492 cas de typhoïde dont 44 décès, enregistrés entre le 7 avril et le 20 mai dans la Zone de santé (ZS) de Yahuma (District de la Tshopo). Aucun partenaire n'est présentement positionné pour la prise en charge des cas dans cette zone.

Pour plus d'information, veuillez contacter :

Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires - République Démocratique du Congo

*Maurizio Giuliano, Chef de Sous- bureau, OCHA Bunia, giuliano@un.org, tél. +243 99 590 13 58*

*Bertrand Médard Gailemas, Public Information Officer, OCHA Bunia, gailemasb@un.org, tél. +243 81 988 9191*

*Serge le Grand Mabaluka, Reporting Assistant, OCHA Bunia, mabaluka@un.org, tél. +243 99 884 5572*

*Yvon Edoumou, Chargé de l'information publique et du plaidoyer, OCHA-RDC, edoumou@un.org, tél. +243 97 000 3750*

**Toute l'information humanitaire sur la RDC en ligne sur [www.rdc-humanitaire.net](http://www.rdc-humanitaire.net)**